

En juillet dernier le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) a rendu public un document de travail sur une stratégie agro-alimentaire, lequel fait état des possibilités de croissance du secteur au cours des deux prochaines décennies, et identifie des obstacles qui limitent présentement la croissance. Le Canada pourrait accroître des deux tiers sa production agro-alimentaire d'ici l'an 2000, pour en doubler la valeur en dollars de cette année.

Ce document propose une stratégie fondée sur le développement des marchés, l'intensification de la recherche et la valorisation des ressources. La proposition fédérale a été très bien accueillie par les divers intervenants du secteur agro-alimentaire, et on doit dire également par les provinces canadiennes. Le ministre de l'Agriculture et les hauts fonctionnaires de son ministère ont rencontré la plupart des ministres provinciaux de l'Agriculture, pour discuter de cette stratégie et des priorités qui devraient être accordées aux diverses mesures proposées pour éliminer les obstacles à la croissance du secteur agro-alimentaire canadien. Des rencontres ont également été organisées avec de nombreuses organisations non-gouvernementales, comme la fédération canadienne de l'Agriculture et l'Association des fabricants de production agro-alimentaire, qui ont aussi exprimé des opinions très favorables à l'égard de cette stratégie du ministre d'Agriculture du Canada.

C'est facile de dire que le présent gouvernement a échoué à mettre en œuvre des politiques et des programmes qui assurent un secteur agro-alimentaire fort et en pleine possession de ses moyens. C'est aussi facile de prouver en se basant sur les faits et les chiffres que le gouvernement fédéral a assumé un leadership incontestable en matière d'agro-alimentaire pour faire du Canada l'un des quatre seuls pays au monde à être considérés comme des exportateurs nets d'aliments.

Les exportations agricoles canadiennes n'auraient pas non plus les effets positifs qui leur sont reconnus si le gouvernement n'avait pas joué un rôle qui lui revient pour aider ce secteur très important de l'économie de notre pays. Monsieur le président, je dois dire, pour avoir eu également le privilège de servir comme secrétaire parlementaire à l'agriculture, que de nombreux programmes ont été mis de l'avant non seulement par le gouvernement fédéral seul, mais en coopération avec les provinces, et je peux assurer la Chambre, pour avoir travaillé en étroite coopération avec l'actuel ministre de l'Agriculture, que j'ai été des plus heureux de constater non seulement ce qui a été fait au Canada, mais de voir également ce que nous avons fait pour les pays en voie de développement.

Je m'intéresse depuis plusieurs années à la question de l'aide alimentaire dans le monde et le Canada n'a rien à envier à aucun pays en ce qui touche à l'aide alimentaire. Les producteurs, je m'adresse surtout ici à nos collègues qui viennent de l'Ouest canadien, région qui a contribué dans une très large part aux exportations du Canada de denrées alimentaires, et chaque fois qu'il m'a été donné de visiter ce coin de pays, je me suis rendu compte jusqu'à quel point les provinces de l'Ouest sont beaucoup plus au fait en ce qui touche à l'aide alimentaire que ne le sont, par exemple, les provinces du Centre ou les Maritimes. Cela ne veut pas dire que les provinces Maritimes, que le Québec ou l'Ontario s'intéressent moins à la question de l'aide alimentaire, mais je pense qu'ayant été les pionniers au Canada en ce qui touche à l'aide aux pays en voie de développement, je parle ici de l'aide alimentaire, les fermiers de

L'agriculture

l'Ouest canadien, pour le peu que j'en sache et surtout ayant pu le vérifier alors que j'avais le privilège de servir comme secrétaire parlementaire, sont très sensibilisés à l'aide que donne le Canada sur le plan international, l'aide aux pays les plus démunis et à ceux qui sont sous-alimentés ou qui crèvent la faim.

En terminant, monsieur le président, je dois dire, quoique ce n'est pas une grande priorité dans la circonscription que j'ai l'honneur de représenter à la Chambre, mais je ferai remarquer à tous mes collègues que même si je n'ai pas de fermes dans ma circonscription, celle-ci étant une circonscription essentiellement urbaine, la production agricole, la production alimentaire au Canada est extrêmement importante pour tout le monde, parce que nous avons tous à nous nourrir, nous avons tous à manger et, bien sûr, notre agriculture nous fournit ici au Canada une nourriture nutritive, mais en abondance. J'ai eu aussi l'occasion de visiter certains pays en voie de développement et, en revenant au pays, même si je constatais que nous faisons des efforts, j'étais convaincu que nous pourrions augmenter substantiellement notre aide alimentaire aux pays du Tiers monde, et surtout aider les pays en voie de développement à exploiter leur agriculture.

Monsieur le président, on sait que, annuellement, il y a des dizaines de milliers de personnes, non seulement qui sont sous-alimentées, mais qui meurent de faim dans le monde, et je trouve absolument déplorable que certains pays consacrent une somme beaucoup trop importante à l'armement et très peu de leurs richesses nationales, de leur budget national à leur agriculture. J'ai eu l'occasion, avec le ministre de l'Agriculture, d'assister à certaines conférences de la FAO à Rome, et de visiter également certains pays en voie de développement aussi bien en Amérique latine qu'en Afrique, et je peux assurer la Chambre que lorsque nous retournons au pays, et que nous constatons les possibilités absolument colossales de l'agriculture du Canada, nous sommes fiers de voir tout ce qui a été fait et tout ce dont nous sommes capables. Je dois dire aussi que l'agriculture au Canada a été mentionnée à plusieurs reprises par tous les intervenants dans ce débat et est l'une des industries les plus importantes. Les taux d'intérêt bien sûr touchent toute la population, mais ils touchent dans certaines régions du pays plus particulièrement les agriculteurs. Et je reconnais avec l'opposition qui a présenté cette motion qu'il faut absolument trouver des solutions à ce dilemme qui est temporaire, je l'espère, des hauts taux d'inflation et des hauts taux d'intérêt surtout.

Monsieur le président, je souhaite vivement que nos collègues d'en face reconnaissent cela, je pense que plusieurs d'entre eux pour avoir siégé au comité de l'agriculture reconnaissent que le gouvernement fédéral, je devrais dire le gouvernement fédéral, non seulement le parti au pouvoir à l'heure actuelle, mais aussi les autres gouvernements qui se sont succédés, ont véritablement fait tous les efforts nécessaires pour essayer de doter l'agriculture canadienne de ce qu'il faut véritablement pour que nous puissions continuer à être l'un des pays qui se développe le plus en agriculture et surtout l'un des pays qui est le mieux nourri dans le monde.

En terminant, j'aimerais rendre hommage au ministre de l'Agriculture, peut-être suis-je un peu biaisé ayant eu le privilège de travailler avec lui, mais s'il y a quelqu'un qui a défendu aussi bien en caucus que partout au pays l'agriculture, c'est